

# Réforme des retraites : le premier ministre annonce la suspension, le président parle de « décalage » – FO reste ferme

**22 octobre 2025** – La réforme des retraites est au cœur d'une nouvelle crise politique, après des déclarations contradictoires entre le premier ministre et le président. Alors que le premier ministre a officiellement annoncé la « suspension » de la réforme jusqu'à la présidentielle de 2027, le président a rectifié le tir en parlant d'un simple « décalage ». Force Ouvrière (FO), comme les autres syndicats, maintient sa vigilance et exige des actes concrets.

## Le premier ministre : une suspension « historique » pour éviter la censure

Le 14 octobre 2025, lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre a créé la surprise en annonçant la **suspension de la réforme des retraites** jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. Cette mesure concerne à la fois le relèvement de l'âge légal (figé à 62 ans et 9 mois) et l'allongement de la durée de cotisation (170 trimestres). Le premier ministre a précisé que cette suspension bénéficierait à 3,5 millions de Français et serait financée par des économies, sans alourdir le déficit.

Pour le Premier ministre, il s'agit d'une **rupture** avec la politique précédente et d'un geste fort envers les syndicats et le Parti socialiste, qui menaçait de censurer le gouvernement. « Je proposerai au Parlement dès cet automne que nous suspendions la réforme de 2023 sur les retraites jusqu'à la présidentielle », a-t-il déclaré, ajoutant que cette mesure serait intégrée au budget de la Sécurité sociale par une lettre rectificative.

## E. MACRON : « Ni abrogation, ni suspension, juste un décalage »

Mais le 21 octobre, depuis la Slovénie, le président a semé le trouble en affirmant qu'il ne s'agissait **ni d'une abrogation, ni d'une suspension, mais d'un simple « décalage »** de l'échéance des 63 ans, repoussée de janvier 2027 à janvier 2028. « Cela n'est ni l'abrogation ni la suspension, c'est le décalage d'une échéance », a-t-il martelé, rappelant que la réforme de 2023 restait « nécessaire » et qu'il faudrait « reposer le débat » sur le financement des retraites.

Le président a même évoqué des « **perspectives de référendum** », sous réserve d'un accord entre partenaires sociaux, ce qui a encore brouillé les pistes. Cette sortie présidentielle a été perçue comme une **remise en cause directe** de l'annonce du premier ministre, fragilisant la crédibilité de celui-ci et relançant les tensions avec les syndicats.

## Pour FO : « On ne se laissera pas berner par des mots »

Face à ce flou politique, **Force Ouvrière (FO) reste inflexible**. Dès l'annonce du premier ministre, Frédéric Souillot, secrétaire général de FO, avait salué une « première étape », mais rappelé que la centrale exigeait toujours **l'abrogation pure et simple** de la réforme. Après les déclarations du président, FO dénonce une **manœuvre sémantique** et une **volonté de minimiser l'ampleur du recul gouvernemental**.

« Que ce soit appelé suspension ou décalage, ce qui compte, c'est que la réforme ne s'applique pas. Mais nous restons mobilisés : tant que l'abrogation n'est pas actée, la menace plane », a réagi un responsable de FO. La centrale rappelle qu'elle **ne rangera pas la menace de grèves** et exige des garanties écrites, pas des promesses orales.

FO insiste aussi sur le fait que **la suspension doit concerner l'ensemble de la réforme** (âge légal ET durée de cotisation), et pas seulement un report technique. La centrale appelle à une **vigilance maximale** lors du vote parlementaire sur le budget de la Sécurité sociale, prévu dans les prochaines semaines.

### **Conclusion : un imbroglio politique, une mobilisation syndicale intacte**

Entre un Premier ministre qui parle de suspension pour sauver son gouvernement et un président qui minimise l'annonce en évoquant un simple décalage, **la confusion est totale**. Pour FO, comme pour l'ensemble de l'intersyndicale, **seuls des textes votés et une abrogation claire mettront fin à la mobilisation**.

**« On ne lâchera rien. La rue a fait reculer le gouvernement une fois, elle le refera si nécessaire »**, résume un militant de FO. La bataille des retraites est loin d'être terminée.

**Et vous, vous faites confiance aux annonces du premier ministre, ou vous pensez que le président va finir par imposer sa vision ?**